VATIER (Raymond), *Ouvrir l'école aux adultes. Une mission originale à l'Éducation nationale, 1970-1974*

Préfaces d'Antoine Prost et Jean-François Cuby, Paris : L'Harmattan, 2008, 325 p. (coll. « Histoire et mémoire de la formation »)

Emmanuel de Lescure

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2080>

DOI : 10.4000/histoire-education.2080

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2010

Pagination : 105-107

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Emmanuel de Lescure, « VATIER (Raymond), *Ouvrir l'école aux adultes. Une mission originale à l'Éducation nationale, 1970-1974* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 125 | 2010, mis en ligne le 23 septembre 2010, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2080> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2080>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

VATIER (Raymond), *Ouvrir l'école aux adultes. Une mission originale à l'Éducation nationale, 1970-1974*

Préfaces d'Antoine Prost et Jean-François Cuby, Paris : L'Harmattan, 2008, 325 p. (coll. « Histoire et mémoire de la formation »)

Emmanuel de Lescure

RÉFÉRENCE

VATIER (Raymond), *Ouvrir l'école aux adultes. Une mission originale à l'Éducation nationale, 1970-1974*. Préfaces d'Antoine Prost et Jean-François Cuby, Paris : L'Harmattan, 2008, 325 p. (coll. « Histoire et mémoire de la formation »)

- 1 La période est propice aux publications de mémoires de « pionniers » de la formation. Après Bertrand Schwartz, Guy Métais et Gérard Malglaive, Raymond Vatie se livre à l'exercice. La facture de son ouvrage est, à bien des égards, singulière. En effet, s'il s'agit bien de mémoires, le corps principal du texte étant écrit à la première personne, l'auteur ne se limite pas à l'évocation de ses souvenirs et fait aussi appel à de nombreux témoignages qui viennent agrémente, illustrer ou contester le propos principal. C'est que, pour l'occasion, comme l'indique Antoine Prost dans sa préface, R. Vatie « s'est engagé dans un travail d'historien » et a enquêté sur les événements qui ont jalonné son propre parcours. En réunissant un groupe de témoins, il a pu confronter les points de vue et croiser les sources. La démonstration est ainsi enrichie de témoignages, d'extraits de courrier adressés à l'auteur, de quelques publications scientifiques et de textes divers (contemporains des faits décrits ou plus récents).
- 2 L'ouvrage est divisé en deux grandes parties. Il s'ouvre sur les vingt années que l'auteur a passées à la Régie Renault. Cet ingénieur des Arts et métiers, diplômé en 1941, y a développé un service de formation dès 1948 ; il a, surtout, participé au lancement du Centre interentreprises de formation (CIF), aujourd'hui connu sous le nom de Centre

d'études supérieures industrielles (CÉSI), qu'il a dirigé jusqu'en 1970. L'auteur présente le caractère précurseur des actions conduites, il montre en quoi la Régie Renault a constitué un véritable « laboratoire social » et comment la formation, cette « efficace façon d'investir » (p. 74), a été mobilisée pour répondre aux impérieux besoins d'une France en reconstruction. Tout au long de cette partie, il expose une conception de la formation qui, alliant promotion sociale individuelle et adaptation aux changements des systèmes productifs, s'imposera progressivement.

- 3 La seconde partie est consacrée aux cinq années passées par R. Vatier au ministère de l'Éducation nationale en tant que directeur délégué à l'orientation et à la formation continue (1970-1972), puis directeur de la formation continue (1972-1974). Il y retrace les conditions qui ont présidé à la création des fonctions de délégué académique à la formation continue (DAFCO), des centres de formation de formateurs et d'animateurs (CIFFA), devenus par la suite centres académiques de formation de conseillers (CAFOC), de conseiller en formation continue (CFC), des Groupements d'établissements (GRÉTA). L'exposé insiste sur l'originalité du dispositif qui a permis ces créations, l'enthousiasme de ses promoteurs, les difficultés rencontrées, administratives notamment, et se clôt sur l'arrêt subit des projets en cours, vécu comme une trahison venant briser un élan novateur, après que Fontanet eut succédé à Guichard au ministère de l'Éducation nationale.
- 4 Cet ouvrage ne manquera pas de retenir l'attention de l'historien qui s'intéresse aux rapports entre l'Éducation nationale et les entreprises. S'y trouve exposée en détail une conception selon laquelle ces rapports devaient être améliorés pour mieux répondre aux besoins des secondes : il s'agissait de combler le « fossé d'ignorance » (p. 168) qui les séparait. Ouvrir l'école aux adultes consistait, pour R. Vatier, à mieux prendre en compte les besoins du monde de la production, en usant des méthodes de l'ingénierie pédagogique ; cela impliquait de faire admettre que les entreprises « sont autant d'usagers, de consommateurs et de clients du service public » (p. 154) et de « faire entrer le service public dans une logique commerciale » (p. 181). La création de stages en entreprise pour les enseignants et l'accueil de cadres et de techniciens dans les établissements (abandonnés sous Fontanet) devaient servir à rapprocher les deux mondes et permettre d'instituer une coopération pérenne. Mais un tel dessein se heurtait à la fois à la tradition jacobine de l'administration française et à la méfiance des syndicats d'enseignants, qui avaient été écartés des négociations sur la formation.
- 5 L'accord national interprofessionnel du 9 juillet 1970 sur « la formation et le perfectionnement professionnels » est présenté par R. Vatier comme une « opportunité à ne pas manquer » (p. 178) car il permettait d'infirmier l'idée selon laquelle la formation relevait d'intérêts antagonistes entre patronat et salariés. L'auteur semble ici faire preuve d'un enthousiasme excessif. Non seulement il ne mentionne aucune des revendications syndicales restées insatisfaites, en particulier la reconnaissance des qualifications acquises en formation et la constitution d'un grand service public de formation sous l'égide de l'AFPA et de l'Éducation nationale, mais surtout il affirme que l'accord prévoyait une dépense de formation à hauteur de 2 % de la masse salariale (p. 178 et p. 184) alors que, dans le texte (art. 27), ces 2 % correspondent à la part maximale de salariés pouvant, dans un établissement, bénéficier simultanément d'une autorisation d'absence pour formation. La contribution des entreprises à la dépense de formation a d'ailleurs été fixée à 0,8 % de la masse salariale par la loi du 16 juillet 1971 et ne devait s'élever à 2 % qu'en 1976, objectif qui n'a jamais été atteint. Gageons

toutefois que, par le caractère inédit de la mission dont il traite, la clarté des conceptions qu'il expose et l'intelligence de son propos, cet ouvrage constituera un stimulant précieux pour la recherche historique. C'est, en tout cas, une invitation à investir plus avant ce « passé impensé » que constitue l'apport de l'Éducation nationale à la formation des adultes.